

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1655

8 juin 2016

SOMMAIRE

AI Global Investments GP S.à r.l.	79434	Orise S.à r.l.	79395
CAMCA Assurance S.A.	79401	Overlander Holdings	79395
CAMCA Réassurance S.A.	79401	Panattoni Eastern Fund S.à r.l.	79397
CAMCA Vie S.A.	79401	Panattoni Holding S.à r.l.	79397
Center Immo S.A.	79400	Panattoni Luxembourg Services S.à r.l.	79397
Criterion International S.à r.l.	79401	Pericom S.A.	79396
Crystal Car Properties S.à r.l.	79401	PHL Finance S.à r.l.	79397
Damian	79400	PMC Energies S.à r.l.	79396
DS Turkey 3 S.à r.l.	79400	Rebirth S.à r.l.	79398
Ecotropic Consulting S.A.	79394	Reckitt Benckiser Investments (No 4) S.à r.l.	79396
Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l.	79394	Reckitt Benckiser Investments (No 4) S.à r.l.	79398
ETS-Eurotechsnap Sàrl	79394	REI Latin America I S.à r.l.	79398
Experta Corporate and Trust Services S.a., Luxembourg	79394	Reklame Rumpf S.à r.l.	79398
Expert Investor II SICAV-SIF	79400	Royal Appliance Luxembourg Holding S.à r.l.	79398
Expro Finance Luxembourg	79400	Sammartini S.A.	79402
Fidaction Luxembourg Immobilière	79394	Sammartini S.à r.l.	79402
Garage André Losch	79440	Soluxtec Distribution S.A.	79399
Jumia Middle East S.à r.l.	79417	S.u.P. Aquarius SICAV-FIS	79399
Natelyne S.A.	79395	S.u.P. Capricorn SICAV-FIS	79399
Nautilux Shipping S.A.	79396	S.u.P. Leo SICAV-FIS	79399
NTT Cable Europe S.A.	79395	S.u.P. Scorpio SICAV-FIS	79399
NTT Cable Europe S.A.	79397	Traction Master S.à r.l.	79440
Nuep Holdings	79396	Wadi Middle East S.à r.l.	79417
Olympus Investment S.à r.l.	79395		

Experta Luxembourg, Experta Corporate and Trust Services S.a., Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 29.597.

Aux fins d'engager valablement la société, et par application de l'article 12 des statuts, le Conseil d'Administration du 7 mars 2016 a décidé de mettre à jour la liste des pouvoirs de signatures.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2016.

EXPERTA Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016090686/13.

(160059544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Elian Fiduciary Services (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.609.

La Société informe que Monsieur Colin MacKay a démissionné de son poste de gérant au sein du Conseil de gérance de la Société avec effet au 1^{er} avril 2016.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Pour extrait analytique conforme

Référence de publication: 2016090673/11.

(160059267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Ecotropic Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 123.130.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016090689/10.

(160059540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

ETS-Eurotechsnap Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 147.380.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016090706/10.

(160059245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Fidaction Luxembourg Immobilière, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Toni Neumann.

R.C.S. Luxembourg B 170.335.

Les comptes annuels au 30 novembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Gérant

Référence de publication: 2016090714/10.

(160059486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Olympus Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 121.183.

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale extraordinaire du 23 février 2016

Démission de M. Erik FÄLLSTRÖM de sa fonction de gérant.

Nomination de M. Mark BECKETT, né le 14 septembre 1975 à Londres, avec adresse professionnelle à L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen, pour prendre la fonction de gérant.

Référence de publication: 2016091523/11.

(160060028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Orise S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 201.237.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Orise S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016091524/11.

(160060519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Overlander Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.000,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 171.514.

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg au 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2016.

Les gérants, M. Cédric RATHS et M. Olivier JARNY ont également transféré leur adresse professionnelle au 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2016.

Référence de publication: 2016091525/13.

(160060433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

NTT Cable Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 3, rue de Niederpallen.
R.C.S. Luxembourg B 160.348.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091521/9.

(160060275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Natelyne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 144.058.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016091514/10.

(160060502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Nuep Holdings, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 98.146.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016091513/11.

(160060599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Nautilux Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 66.114.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue le 12 avril 2016 à 09.30 heures

Extrait des résolutions prises:

1. Le Conseil d'Administration constate que le siège social de la société a été transféré du 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg au 8, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, en date du 12 avril 2016.

Référence de publication: 2016091515/11.

(160060395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Reckitt Benckiser Investments (No 4) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.621.

—
Les comptes annuels arrêtés au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Reckitt Benckiser Investments (N°4) S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2016091580/12.

(160060726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

PMC Energies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4984 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 163.120.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016091555/10.

(160059935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Pericom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 61.296.

—
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091550/10.

(160060123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Panattoni Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 115.000,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 172.056.

Les comptes annuels au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.03.2016.

Panattoni Holding S.à r.l.

Représenté par Catherine Delsemme

Référence de publication: 2016091532/12.

(160060482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Panattoni Luxembourg Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 115.688.

Les comptes annuels au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.03.2016.

Panattoni Luxembourg Service S.à r.l.

Représenté par Catherine Delsemme

Référence de publication: 2016091533/12.

(160060483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Panattoni Eastern Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 164.669.

Les comptes annuels au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Panattoni Eastern Fund S.à r.l.

Représentée par Catherine Delsemme

Référence de publication: 2016091531/12.

(160060485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

NTT Cable Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 3, rue de Niederpallen.
R.C.S. Luxembourg B 160.348.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091522/9.

(160060276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

PHL Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 154.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091553/9.

(160060692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Rebirth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 124, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

M. Xavier BLOMME

Gérant technique

Référence de publication: 2016091578/12.

(160060667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Reckitt Benckiser Investments (No 4) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.621.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Reckitt Benckiser Investments (N°4) S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2016091579/12.

(160060725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

REI Latin America I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 90.017,00.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 130.137.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un gérant

Référence de publication: 2016091581/12.

(160059852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Royal Appliance Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 53.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091572/9.

(160060129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Reklame Rumpf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6755 Grevenmacher, 3, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 177.911.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091566/9.

(160060051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

S.u.P. Capricorn SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 134.206.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für S.u.P. Capricorn SICAV-FIS
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2016091588/11.

(160059995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

S.u.P. Leo SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 134.205.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für S.u.P. Leo SICAV-FIS
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2016091589/11.

(160059994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

S.u.P. Scorpio SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 196.871.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für S.u.P. Scorpio SICAV-FIS
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2016091590/11.

(160059992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

S.u.P. Aquarius SICAV-FIS, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 133.527.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für S.u.P. Aquarius SICAV-FIS
DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2016091587/12.

(160059996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

Soluxtec Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 153.306.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016091617/9.

(160060715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.

DS Turkey 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 123.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016092562/10.

(160061857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

Center Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 45.410.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016092572/10.

(160061780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

Expro Finance Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.462.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Expro Finance Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2016092575/14.

(160062237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

Expert Investor II SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 184.205.

Le bilan au 31 octobre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2016092574/10.

(160061620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

Damian, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7325 Heisdorf, 3A, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 125.190.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016092556/10.

(160061804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

criterium International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.101.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Criterium International S.A.
Société anonyme

Référence de publication: 2016092516/12.

(160061815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

 Crystal Car Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.360.125,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 114.613.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Crystal Car Properties S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2016092517/12.

(160061778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

 CAMCA Assurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 32, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 58.149.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 avril 2016.

Référence de publication: 2016092519/10.

(160062062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

 CAMCA Réassurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 32, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 41.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 avril 2016.

Référence de publication: 2016092520/10.

(160062001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

 CAMCA Vie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 32, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 70.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 avril 2016.

Référence de publication: 2016092521/10.

(160062004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2016.

**Sammartini S.A., Société Anonyme,
(anc. Sammartini S.à r.l.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.206.

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of January,

Before Us Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Generali European Real Estate Investments S.A., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 121.362, qualifying as a specialised investment fund subject to the provisions of the Law on Specialised Investment Funds acting for its compartment Generali European Real Estate Investments S.A. - GREF,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address in Pétange, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Shareholder") of Sammartini S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 138.206 (hereinafter the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagnernotary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 23 April 2008, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 28 May 2008, number 1302, page 62462. The articles of association of the Company (the "articles") have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 8 January 2016, not yet published in the Mémorial C.

Such appearing party representing 100% of the corporate capital requires by the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to change the legal form of the Company, in order to transform it from a private limited liability company ("société à responsabilité limitée" - S.à r.l.) to a public limited liability company ("société anonyme" - S.A.), being understood that each share issued under the form of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée" - S. à r.l.) is simply exchanged against a share of a public limited liability company ("société anonyme" - S.A.), of the same class.

The present change of legal form is effected without issue of new shares, without amendment of rights and obligations related to various existing classes of shares, without cancellation of shares, without any capital contribution or capital reduction, intervention or distribution of whatever kind.

The share capital of the Company remains unchanged, as well as any existing rights and obligations related to various classes of shares as set out in specific agreements and conventions contracted previously between the shareholders, which are preserved under the new legal form of the Company.

Second resolution

The Shareholder resolves to acknowledge and approve the report established by Ernest&Young pursuant to articles 26 (2), 26-1 (2) and 31-1 of the law on commercial companies dated 10 August 1915 (the "LCA").

The conclusion of such report states as follows:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the net asset value of the Company as at 12 January 2016, amounting to EUR 32.250, does not correspond at least to the minimum share capital required for the incorporation of a "Société Anonyme"."

That report will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Third resolution

The Shareholder resolves to change the name of the Company into "Sammartini S.A.".

Fourth resolution

The Shareholder resolves to fix the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company, each year, on the last business day of June at 3 p.m CET.

Fifth resolution

The Shareholder resolves to create an authorised share capital of the Company and to set it to an amount of one billion Euro (EUR 1,000,000,000.-) for a period of five (5) years from the date of the general meeting of the shareholders held on 12 January 2016, which would authorize the issuance of up to one billion (1,000,000,000) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

The Shareholder resolves to approve the report issued by the Company's board of managers (being now the board of directors) according to article 32-3 (5) of the LCA, relating to the possibility for the Company's board of directors to cancel or limit any preferential subscription right of the Company's shareholders upon the increases of capital in the framework of the authorised share capital of the Company to be introduced.

The Shareholder further resolves to grant to the board of directors of the Company, based on the report drawn up by the board of managers (being now the board of directors) as referred to in article 32-3 (5) of the LCA, all powers for a period of five (5) years in order to carry out capital increases within the framework of the authorised share capital under the conditions and methods it will set with the possibility to cancel or limit any preferential subscription right of the shareholders on the issue of new shares to be issued within the framework of the authorised corporate capital, being understood that all financial instruments carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, shares issued until the expiry of that period under this authorised share capital may still be converted or exercised subsequently to that date.

The Shareholder finally resolves to insert the corresponding authorised share capital clause in the articles, which shall read as follows:

" **5.2. Authorised capital.** In addition to the issued and subscribed share capital, the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at one billion Euro (EUR 1,000,000,000.-) (the "Authorised Capital").

The Board of Directors is authorised and empowered within the limits of the Authorised Capital to (i) realize any increase of the share capital or equity of the Company with or without the issuance of new Shares, it being understood that the Board of Directors is authorised to issue such new Shares in one or several issues and (ii) issue bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above mentioned instruments, it being understood that (a) if such instruments are issued before or during the period set forth in the paragraph below, the new shares upon the conversion or exercise of such instruments may be issued after the expiry of said period and (b) the Board of Directors is authorised to issue such new shares in one or several issues.

Such authorisation conferred to the Board of Directors will expire five (5) years after the date of the sole shareholder's resolutions adopted on 12 January 2016 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the Board of Directors can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of the date of the sole shareholder's resolutions adopted on 12 January 2016.

The Board of Directors is authorised to determine the conditions of any capital increase and the issuance of new Shares and the instruments to be issued in accordance with the above provisions through contributions in cash or in kind, among others, by the conversion of debt into equity, by offsetting receivables, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new shares, or following the issue and the exercise of subordinated or non-subordinated bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided), or following the issue of bonds with warrants or other rights to subscribe for shares attached, or through the issue of stand-alone warrants or any other instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, Shares.

The new Shares to be issued in accordance with the provisions of this article may be issued with or without share premium, it being understood that (i) such shares shall not be issued at a price below the par value and (ii) if the consideration payable to the Company for such newly issued shares exceeds their par value, the excess is to be treated as share premium in respect of such shares in the books of the Company. The new Shares may be issued to the existing or new Shareholders.

The Board of Directors is specially authorised to issue such new Shares and, where applicable, the instruments to be issued in accordance with the provisions of this article without reserving (i.e. by cancelling or limiting) the preferential right to subscribe for such shares and instruments for the existing Shareholders.

The Board of Directors is authorised to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares (referred to in this article) and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid instruments (referred to in this article) as well as all the other conditions and terms of such instruments including as to their subscription, issue and payment.

The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this article in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, conversions or exchanges and receiving payment for shares, bonds, preferred equity certificates, warrants, options or instruments and to do all things necessary to amend this article in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article."

Sixth resolution

The Shareholder resolves to restate the articles of association so as to reflect the above resolutions and decide to fully restate the articles (without changing the Company's corporate object) in order to adapt them to the new form of the Company, as follows:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "articles") of "Sammartini S.A." (the "Company"), a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the board of directors of the Company (the "Board of Directors");

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Directors.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects.

3.1 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

3.2 The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

3.3 The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliates).

3.4 In general, the Company may carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes or which are liable to promote their development or extension.

3.5 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds or any other instruments which may be convertible.

4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"), all of which are fully paid up. In these articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 Authorised Capital

5.2.1 In addition to the issued and subscribed share capital, the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at one billion Euro (EUR 1,000,000,000.-) (the "Authorised Capital").

5.2.2 The Board of Directors is authorised and empowered within the limits of the Authorised Capital to (i) realize any increase of the share capital or equity of the Company with or without the issuance of new Shares, it being understood that the Board of Directors is authorised to issue such new Shares in one or several issues and (ii) issue bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above mentioned instruments, it being understood that (a) if such instruments are issued before or during the period set forth in the paragraph below, the new shares upon the conversion or

exercise of such instruments may be issued after the expiry of said period and (b) the Board of Directors is authorised to issue such new shares in one or several issues.

5.2.3 Such authorisation conferred to the Board of Directors will expire five (5) years after the date of the general meeting of shareholders held on 12 January 2016 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the Board of Directors can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of the date of the general meeting of shareholders held on 12 January 2016.

5.2.4 The Board of Directors is authorised to determine the conditions of any capital increase and the issuance of new Shares and the instruments to be issued in accordance with the above provisions through contributions in cash or in kind, among others, by the conversion of debt into equity, by offsetting receivables, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new shares, or following the issue and the exercise of subordinated or non-subordinated bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided), or following the issue of bonds with warrants or other rights to subscribe for shares attached, or through the issue of stand-alone warrants or any other instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, Shares.

5.2.5 The new Shares to be issued in accordance with the provisions of this article may be issued with or without share premium, it being understood that (i) such shares shall not be issued at a price below the par value and (ii) if the consideration payable to the Company for such newly issued shares exceeds their par value, the excess is to be treated as share premium in respect of such shares in the books of the Company. The new Shares may be issued to the existing or new Shareholders.

5.2.6 The Board of Directors is specially authorised to issue such new Shares and, where applicable, the instruments to be issued in accordance with the provisions of this article without reserving (i.e. by cancelling or limiting) the preferential right to subscribe for such shares and instruments for the existing Shareholders.

5.2.7 The Board of Directors is authorised to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares (referred to in this article) and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid instruments (referred to in this article) as well as all the other conditions and terms of such instruments including as to their subscription, issue and payment.

5.2.8 The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this article in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, conversions or exchanges and receiving payment for shares, bonds, preferred equity certificates, warrants, options or instruments and to do all things necessary to amend this article in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article.

5.3 The Shares are in registered form.

5.4 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these articles.

5.5 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.6 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these articles.

5.7 The subscribed share capital and any Authorised Capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.8 The Company may acquire its Shares or reduce its subscribed share capital and/or its Authorised Capital subject as provided in the 1915 Law.

5.9 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Board of Directors may determine provided that all such Shares are treated equally.

5.10 The Company may have a sole Shareholder. The death or dissolution of a sole Shareholder will not result in the dissolution of the Company.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole owner of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 The Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law.

8. The directors.

8.1 Except in the circumstances described in article 8.2, the Company must have at least three directors (each a "Director").

8.2 Where either:

8.2.1 the Company has been formed by a single Shareholder; or

8.2.2 it has been established at a general meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") that the Company has only one Shareholder.

8.2.3 the Board of Directors can consist of one Director until the ordinary Shareholders' Meeting following the establishment of the existence of more than one Shareholder.

8.3 A Director need not be a Shareholder.

8.4 A legal entity may be a Director (a "Corporate Director"), in which case it must designate a permanent representative to perform that role in its name and for its account. The revocation by a Corporate Director of its representative is conditional upon the simultaneous appointment of a successor.

8.5 Each Director shall be appointed by a Shareholders' Meeting for a term not exceeding six years. In the event that a Director is appointed without any indication of the term of his appointment, his term is deemed to be six years.

8.6 A Director may be re-elected.

8.7 A Director may be removed from office at any time by a Shareholders' Meeting.

8.8 In the event that a Director appointed by a Shareholders' Meeting ceases to be a Director for any reason, the remaining Directors may fill the vacancy on a provisional basis; a Director so appointed will hold office only until the conclusion of the next Shareholders' Meeting, unless his appointment is confirmed by the Shareholders at that Shareholders' Meeting.

9. Powers of the directors.

9.1 The Company will be managed by a Board of Directors.

9.2 The Board of Directors has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these articles to a Shareholders' Meeting.

10. Representation.

10.1 Subject as provided by Luxembourg Law and these articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1.1 if the Company has one Director, that Director;

10.1.2 if the Company has more than one Director, any two Directors;

10.1.3 any Managing Director (as defined in article 11.1) to the extent powers have been delegated to him under article 11.1;

10.1.4 any other person to whom such a power has been delegated in accordance with article 11.4 to the extent such a power has been delegated to him.

11. Delegation of powers.

11.1 The day to day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more Directors, officers, directors or other agents (each a "Managing Director"), acting alone or jointly.

11.2 A Managing Director need not be a Shareholder.

11.3 The appointment and removal, powers, duties and emoluments of the Managing Directors will be determined by the Board of Directors except that the first Managing Director or Managing Directors may, but need not, be appointed and his or their powers, duties and emoluments determined by a Shareholders' Meeting.

11.4 The Board of Directors or any two Directors may delegate any of their respective powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Directors ("Board Meetings") may be convened by any Director. The Board of Directors shall appoint one of the Directors as Chairman.

12.2 The Board of Directors may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Directors have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorised representative.

12.3 A Director may appoint any other Director (but not any other person) to act as his representative (a "Director's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Director can act as representative for more than one other Director at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Directors are physically present at a Board Meeting held in person or

participate in person in a Board Meeting held under article 12.5. In case of an equality of votes, the Chairman will have a second or casting vote.

12.4 The Board of Directors can only validly debate and take decisions if at least half of the Directors are present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be adopted by a simple majority of the Directors present or represented.

12.5 A Director or his Director's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Director. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Directors shall, for the purposes of these articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.

12.6 A resolution in writing signed by all the Directors (or in relation to any Director, his Director's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Directors concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Director present at the Meeting.

12.8

12.8.1 Any Director having an interest in a transaction (a "Conflicted Transaction") submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the deliberations relating to that transaction. At the next following Shareholders' Meeting, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company.

12.8.2 Where the Company only has one Director, article 12.8.1 will not apply and instead, the Conflicted Transaction will be recorded in the decision register of the Company.

12.8.3 articles 12.8.1 and 12.8.2 will not apply to current operations entered into under normal conditions.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 The Shareholders' Meeting shall have the widest powers to adapt or ratify any action relating to the Company.

13.2 Where the Company has only one Shareholder:

13.2.1 he shall exercise the powers related to the Shareholders' Meeting;

13.2.2 his decisions shall be taken by resolution in writing and shall be recorded in a minutes register held at the Registered Office.

13.3 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.4 Subject as provided by the 1915 Law and articles 13.5, 13.6 and 17, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.5 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their commitment to the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.6

13.6.1 An extraordinary Shareholders' Meeting convened to amend any provisions of the articles shall not validly deliberate unless (a) at least one half of the Shares is represented and (b) the agenda indicates the proposed amendments to the articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company.

13.6.2 If the first of the conditions in article 13.6.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the articles or by the 1915 Law. That convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

13.6.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

13.7 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.8 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.9 Each Shareholder may vote through voting forms in the manner set out in the convening notice in relation to a Shareholders' Meeting. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting,

as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the Shareholders' Meeting to which they relate and which comply with the requirements set out on the convening notice.

13.10 The Shareholders are entitled to participate in a Shareholders' Meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present for the calculation of quorum and majority conditions and voting. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting where deliberations shall be online without interruption.

13.11 The Board of Directors shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

13.12 The Annual Shareholders' Meeting of the Company will be held on the last business day of June each year at 3 p.m. CET in each year in the City of Luxembourg.

13.13 The Board of Directors and the Auditors may convene a Shareholders' Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

13.14 Convening notices for every Shareholders' Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the Meeting to registered Shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

13.15 One or more of the Shareholders who together hold at least ten percent of the subscribed capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any Shareholders' Meeting. Such a request shall be sent to the Registered Office by registered mail, at least five days prior to the meeting.

14. Auditors.

14.1 The Company is supervised by one or more statutory auditors or certified auditors (réviseur d'entreprises agréé), in the latter case where such appointment as required by the law or where such appointment is permitted by law and chosen by the Company (the statutory auditor and certified auditor both referred to as the "Auditor").

14.2 The general meeting appoints the Auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six (6) years. In case the Auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for six (6) years from the date of their election.

14.3 The Auditors may be re-appointed.

15. Business year.

15.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31 December 2016 (all dates inclusive).

16. Distributions on shares.

16.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these articles, the Company may by Shareholders' Resolution declare dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

16.3 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these articles, the Board of Directors may pay interim dividends to Shareholders pro rata the number of Shares held by them.

17. Dissolution and liquidation.

17.1 The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the articles and in accordance with Luxembourg Law.

18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these articles:

18.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.1.3 the headings to these articles do not affect their interpretation or construction.

18.1.4 In addition to these articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Seventh resolution

The Shareholder resolves to confirm the mandates of Mr. Davy Gomes, Mr. Pierre Bouchoms, Mrs. Marylène Alix and Mr. Raphaël Jacquet as directors of the Company until the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2016.

Eighth resolution

The Shareholder resolves to appoint Ernst&Young S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 35E avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 47771, as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company, with immediate effect until the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2016.

Whereof, the present deed is drawn up in Pétange, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le douzième jour de janvier,

Par-devant le soussigné, Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Generali European Real Estate Investments S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.362, fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi sur les fonds d'investissement spécialisé, agissant pour son compartiment Generali European Real Estate Investments S.A. - GREF,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle partie comparante est l'associé unique ("l'Associé") de Sammartini S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.206 (la "Société"), constituée en date du 23 avril 2008 en vertu d'un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire demeurant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1302, page 62462 en date du 28 mai 2008. Les statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois en date du 8 janvier 2016 par à un acte du soussigné, non encore publié au Mémorial.

Laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, représentant cent pour cent (100%) du capital social a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de changer la forme juridique de la Société, afin de la transformer d'une société à responsabilité limitée (S.à r.l.) en une société anonyme (S.A.), étant entendu que chaque part sociale émise par la Société sous la forme d'une société à responsabilité limitée est simplement échangée contre une action d'une société anonyme, de la même catégorie.

La présente transformation de forme juridique est réalisée sans émission d'actions nouvelles, sans modification des droits et obligations relatifs aux différentes catégories de parts sociales existantes, sans annulation de parts sociales, sans aucun apport en capital ou réduction de capital, intervention ou distribution de n'importe quelle sorte.

Le capital social de la Société reste inchangé, ainsi que les droits et obligations existants relatifs à différentes catégories de parts sociales tel que spécifié dans les pactes et conventions spécifiques conclus précédemment entre associés, qui sont préservés sous la nouvelle forme juridique de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé décide de reconnaître et d'approuver le rapport établi par Ernst&Young, conformément aux articles 26 (2), 26-1 (2) et 31-1 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 (la "LSC").

La conclusion de ce rapport affirme ce qui suit:

"Sur la base du travail effectué et décrit ci-dessus, rien n'a été porté à notre connaissance qui nous laisserait croire que la valeur totale des actifs nets au 12 janvier 2016, de EUR 32.250, n'est pas au moins égal au capital minimum requis pour la constitution d'une société anonyme."

Ce rapport restera annexé au présent procès-verbal et seront déposés ensemble auprès des autorités d'enregistrement.

Troisième résolution

L'Associé décide de changer la dénomination de la Société en "Sammartini S.A."

Quatrième résolution

L'Associé décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société, chaque année, au dernier jour ouvrable du mois de juin à 15.00 heures.

Cinquième résolution

L'Associé décide de créer un capital social autorisé de la Société et de le fixer à un montant d'un milliard d'Euros (EUR 1.000.000.000,-) pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de l'assemblée générale des associés tenue le 12 janvier 2016, laquelle autoriserait l'émission jusqu'à d'un milliard (1.000.000.000) de nouvelles actions avec une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

L'Associé décide d'approuver le rapport émis par le conseil de gérance de la Société (étant maintenant le conseil d'administration) conformément à l'article 32-3 (5) de la LSC, relatif à la possibilité pour le conseil d'administration de la Société de supprimer ou de limiter tout droit de souscription préférentiel des actionnaires de la Société lors d'augmentations de capital dans le cadre du capital social autorisé de la Société devant être introduit.

L'Associé décide également d'accorder au conseil d'administration de la Société, basé sur le rapport établi par le conseil de gérance de la Société (étant maintenant le conseil d'administration) tel que visé par l'article 32-3 (5) de la LSC, tous les pouvoirs pour une période de cinq (5) ans afin de procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital social autorisé dans les conditions et les méthodes qu'il fixera avec la possibilité d'annuler ou de limiter tout droit de souscription préférentiel des actionnaires à l'émission de nouvelles actions devant être émises dans le cadre du capital social autorisé, étant entendu que tous les instruments financiers donnant droit à, ou le droit de souscrire à des actions émises jusqu'à l'expiration de cette période dans le cadre de ce capital social autorisé peuvent encore être convertis ou exercés ensuite après cette date.

L'Associé décide finalement d'insérer la clause du capital social autorisé correspondante dans les Statuts, qui devra se lire comme suit:

" **5.2. Capital autorisé.** En plus du capital social émis et souscrit, la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non souscrit, fixé à un milliard d'Euros (EUR 1.000.000.000,-) (le "Capital Autorisé").

Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité dans les limites du Capital Autorisé à (i) réaliser toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société avec ou sans l'émission de nouvelles Actions, étant entendu que le Conseil d'Administration est autorisé à émettre ces nouvelles Actions en une ou plusieurs émissions et (ii) émettre des obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables dans des nouvelles actions et émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des instruments mentionnés ci-dessus, étant entendu que (a) si de tels instruments sont émis avant ou pendant la période établie dans le paragraphe ci-dessous, les nouvelles actions émises lors de la conversion ou de l'exercice de tels instruments peuvent être émises après l'expiration de ladite période et (b) le Conseil d'Administration est autorisé à émettre ces nouvelles actions en une ou plusieurs émissions.

Cette autorisation conférée au Conseil d'Administration expirera cinq (5) ans après la date des résolutions de l'associé unique adoptées le 12 janvier 2016 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le Conseil d'Administration peut procéder à une augmentation de capital social ou émettre les instruments mentionnés ci-dessus à compter de la date des résolutions de l'associé unique adoptées le 12 janvier 2016.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital et l'émission de nouvelles Actions et les instruments devant être émis en accord avec les dispositions ci-dessus par le biais d'apports en numéraire ou en nature, entre autres, par la conversion de dette en capital, par compensation de créances, par incorporation de réserves, primes d'émissions ou bénéfices non répartis, avec ou sans émission de nouvelles actions, ou suite à l'émission et l'exercice d'obligations subordonnées ou non subordonnées, convertibles en ou remboursables par ou échangeables en actions (soit déterminées dans les termes à l'émission ou déterminées par la suite), ou suite à l'émission d'obligations avec warrants ou tous autres droits de souscrire à des actions attachées, ou par l'émission de warrants distincts ou tout autre instrument donnant un droit de, ou le droit de souscrire à, des Actions.

Les nouvelles Actions devant être émises conformément aux dispositions de cet article, peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, étant entendu que (i) ces actions ne doivent pas être émises à un prix inférieur à la valeur au pair et (ii) si la contrepartie payable à la Société pour ces nouvelles actions émises excède leur valeur au pair, l'excédent doit être considéré comme prime d'émission à l'égard de ces actions dans les comptes de la Société. Les nouvelles Actions peuvent être émises aux actionnaires existants ou aux nouveaux Actionnaires.

Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles Actions et, le cas échéant, les instruments devant être émis conformément aux dispositions de cet article sans réserver (c'est-à-dire en annulant ou en limitant) le droit préférentiel de souscrire à ces actions et ces instruments pour les Actionnaires existants.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles Actions (référéncé dans cet article) et, si applicable, la durée, l'amortissement, les autres droits (y compris le remboursement anticipé), les taux d'intérêt, les taux de conversion et taux de change des instruments précités (référéncés dans cet article) ainsi que tous les autres termes et conditions de ces instruments, incluant leur souscription, émission et paiement.

Le Conseil d'Administration est autorisé à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation en vertu du présent article. Le Conseil d'Administration est autorisé à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication de cette modification conformément à la Loi de 1915. De plus, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions, conversions ou échanges et recevoir les paiements pour les actions, obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou instruments et de faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation conformément au présent article."

Sixième résolution

L'Associé décide de modifier les Statuts afin de refléter les résolutions ci-dessus et décide de procéder à une refonte complète des Statuts (sans modifier la clause d'objet de la Société) de manière à les adapter à la nouvelle forme sociale de la Société, comme il suit:

1. "Forme sociale et nom. Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de "Sammartini S.A." (la "Société"), une société anonyme constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration");

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Conseil d'Administration.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

3. Objets.

3.1 La Société peut réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.3 Elle peut (par voie de prêts, avances, cautionnement, sûretés ou autres) accorder tout concours aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation, ou bien qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris ses associés ou filiales).

3.4 En général, la Société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

3.5 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou d'autres instruments qui pourront être convertibles.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euro (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune (les "Actions"), qui ont toutes été intégralement libérées. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément.

5.2 Capital autorisé:

5.2.1 En plus du capital social émis et souscrit, la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non souscrit, fixé à un milliard d'Euros (EUR 1.000.000.000,-) (le "Capital Autorisé").

5.2.2 Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité dans les limites du Capital Autorisé à (i) réaliser toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société avec ou sans l'émission de nouvelles Actions, étant entendu que le Conseil d'Administration est autorisé à émettre ces nouvelles Actions en une ou plusieurs émissions et (ii) émettre des obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables dans des nouvelles actions et émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des instruments mentionnés ci-dessus, étant entendu que (a) si de tels instruments sont émis avant ou pendant la période établie dans le paragraphe ci-dessous, les nouvelles actions émises lors de la conversion ou de l'exercice de tels instruments peuvent être émises après l'expiration de ladite période et (b) le Conseil d'Administration est autorisé à émettre ces nouvelles actions en une ou plusieurs émissions.

5.2.3 Cette autorisation conférée au Conseil d'Administration expirera cinq (5) ans après la date des résolutions de l'associé unique adoptées le 12 janvier 2016 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le Conseil d'Administration peut procéder à une augmentation de capital social ou émettre les instruments mentionnés ci-dessus à compter de la date des résolutions de l'associé unique adoptées le 12 janvier 2016.

5.2.4 Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital et l'émission de nouvelles Actions et les instruments devant être émis en accord avec les dispositions ci-dessus par le biais d'apports en numéraire ou en nature, entre autres, par la conversion de dette en capital, par compensation de créances, par incorporation de réserves, primes d'émissions ou bénéfices non répartis, avec ou sans émission de nouvelles actions, ou suite à l'émission et l'exercice d'obligations subordonnées ou non subordonnées, convertibles en ou remboursables par ou échangeables en actions (soit déterminées dans les termes à l'émission ou déterminées par la suite), ou suite à l'émission d'obligations avec warrants ou tous autres droits de souscrire à des actions attachées, ou par l'émission de warrants distincts ou tout autre instrument donnant un droit de, ou le droit de souscrire à, des Actions.

5.2.5 Les nouvelles Actions devant être émises conformément aux dispositions de cet article, peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, étant entendu que (i) ces actions ne doivent pas être émises à un prix inférieur à la valeur au pair et (ii) si la contrepartie payable à la Société pour ces nouvelles actions excède leur valeur au pair, l'excédent doit être considéré comme prime d'émission à l'égard de ces actions dans les comptes de la Société. Les nouvelles Actions peuvent être émises aux actionnaires existants ou aux nouveaux Actionnaires.

5.2.6 Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles Actions et, le cas échéant, les instruments devant être émis conformément aux dispositions de cet article sans réserver (c'est-à-dire en annulant ou en limitant) le droit préférentiel de souscrire à ces actions et ces instruments pour les Actionnaires existants.

5.2.7 Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles Actions (référéncé dans cet article) et, si applicable, la durée, l'amortissement, les autres droits (y compris le remboursement anticipé), les taux d'intérêt, les taux de conversion et taux de change des instruments précités (référéncés dans cet article) ainsi que tous les autres termes et conditions de ces instruments, incluant leur souscription, émission et paiement.

5.2.8 Le Conseil d'Administration est autorisé à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation en vertu du présent article. Le Conseil d'Administration est autorisé à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication de cette modification conformément à la Loi de 1915. De plus, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions, conversions ou échanges et recevoir les paiements pour les actions, obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou instruments et de faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation conformément au présent article.

5.3 Les Actions sont sous la forme nominative.

5.4 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Actionnaire(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.5 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par les Actionnaire(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.6 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux sauf provision contraire des Statuts.

5.7 Le capital social souscrit et le Capital Autorisé peuvent être augmentés par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et la Loi Luxembourgeoise.

5.8 La Société peut acquérir ses propres Actions ou réduire son capital souscrit ou son Capital Autorisé sous réserve de la Loi de 1915.

5.9 Si des Actions sont émises à des conditions où elles ne sont pas totalement libérées à leur émission, alors le paiement du solde dû devra être réalisé au moment et aux conditions déterminées par le Conseil d'Administration à condition que toutes les Actions soient traitées de façon égale.

5.10 La Société peut avoir un Actionnaire unique. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire unique ne causera pas la dissolution de la Société.

6. Indivisibilité des actions.

6.1 Chaque Action est indivisible.

6.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul propriétaire de l'Action question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession des Actions.

7.1 Les Actions seront librement cessibles conformément à la Loi de 1915.

8. Conseil d'administration.

8.1 Sauf dans les circonstances évoquées à l'article 8.2, la Société devra avoir au minimum trois (3) administrateurs (chacun un "Administrateur").

8.2 Si:

8.2.1 la Société a été constituée par un seul Actionnaire; ou

8.2.2 il a été établi au cours d'une assemblée générale des Actionnaires (une "Assemblée Générale") que la Société n'a qu'un seul Actionnaire.

Le Conseil d'Administration pourra alors être constitué d'un Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale suivant l'établissement de l'existence de plus d'un Actionnaire.

8.3 Un Administrateur peut ne pas être un Actionnaire.

8.4 Une société peut être un Administrateur (un "Administrateur Personne Morale") auquel cas elle devra désigner un représentant permanent pour remplir ce rôle en son nom et pour son compte. La révocation de son représentant permanent par un Administrateur Personne Morale est conditionnelle jusqu'à la nomination simultanée d'un successeur.

8.5 Chaque Administrateur est nommé par une Assemblée Générale pour une durée n'excédant pas six (6) ans. Si un Administrateur est nommé sans indication de la fin de son mandat, alors la durée de son mandat sera réputée être de six (6) ans.

8.6 Un Administrateur peut être réélu.

8.7 Un Administrateur peut être révoqué à tout moment par une Assemblée Générale.

8.8 Dans le cas où un Administrateur nommé par une Assemblée Générale cesse d'être un Administrateur pour n'importe quelle raison, les Administrateurs restants devront remplir la vacance provisoirement; un Administrateur ainsi nommé restera en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, à moins que sa nomination ne soit confirmée par les Actionnaires lors de cette Assemblée Générale.

9. Pouvoirs des administrateurs.

9.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration.

9.2 Le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les actions qui sont nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts et à l'Assemblée Générale.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société:

10.2 si la Société a un Administrateur, cet Administrateur;

10.3 en cas de pluralité d'Administrateurs, deux Administrateurs;

10.4 tout Administrateur Général (tel que défini à l'article 11.1) dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués en vertu de l'article 11.1;

10.5 toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué conformément à l'article 11.4 et dans la mesure du pouvoir délégué.

11. Mandataire des administrateurs.

11.1 La gestion quotidienne des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet effet peut être délégué à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun un "Administrateur Général") agissant seul ou conjointement.

11.2 Un Administrateur Général peut ne pas être Actionnaire.

11.3 La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Administrateurs Généraux seront déterminés par le Conseil d'Administration, sauf que le(s) premier(s) Administrateur(s) Général(aux) peut/peuvent, mais ne doit/doivent pas, être nommé(s) par une Assemblée Générale, et ses/leurs pouvoirs, tâches, rémunération déterminés par celle-ci.

11.4 Le Conseil d'Administration ou deux Administrateur peuvent déléguer toute partie de leurs pouvoirs respectifs, pour des tâches spécifiques, à un ou plusieurs mandataires ad hoc, peuvent révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

12. Réunion du conseil d'administration.

12.1 Les réunions du Conseil d'Administration (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Administrateur. Le Conseil d'Administration devra nommer Président un des Administrateurs.

12.2 Le Conseil d'Administration peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Administrateurs ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Administrateur peut nommer un autre Administrateur (mais seulement un Administrateur) pour le représenter (le "Représentant de l'Administrateur") lors d'une Réunion du Conseil, afin d'assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Administrateur peut représenter plusieurs autres Administrateurs à un Conseil d'Administration à la condition que (sans préjudice des quorums requis) au moins deux Administrateurs soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 12.5. In cas de parité, le Président aura un voix en plus.

12.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Administrateurs est présente ou représentée. Les décisions du Conseil d'Administration sont adoptées à une majorité simple des Administrateurs présents ou représentés.

12.5 Un Administrateur ou le Représentant de l'Administrateur peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques permettant que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre sur une base continue et de parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Administrateurs seront réputées pour les besoins des présents statuts, valables et effectivement négociées/conclues à une Réunion du Conseil, peu importe que moins que le nombre d'Administrateurs (ou leurs représentants) requis pour constituer un quorum soient physiquement présents au même endroit. Une réunion tenue de cette manière est réputée avoir lieu au Siège Social.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Administrateurs (ou en relation avec tout Administrateur, le Représentant de l'Administrateur) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signées par ou au nom d'un ou plusieurs des Administrateurs concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil d'Administration doivent être signés et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Administrateur présent à la Réunion.

12.8

12.8.1 Tout Administrateur ayant un intérêt dans une transaction (une "Transaction en Conflit") en conflit avec celui de la Société soumise pour approbation au Conseil d'Administration doit informer le Conseil d'Administration de celui-ci et la déclaration de cet Administrateur devra être mentionnée dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations relatives à cette transaction. A l'occasion de la prochaine Assemblée Générale, avant le vote de toute résolution, un rapport spécial devra être produit sur toutes les transactions dans lesquelles les Administrateurs auraient eu un intérêt en conflit avec celui de la Société.

12.8.2 Si la Société n'a qu'un seul Administrateur, l'article 12.8.1 ne s'appliquera pas et à la place, la Transaction en Conflit sera enregistrée dans le registre des décisions de la Société.

12.8.3 Les articles 12.8.1 et 12.8.2 ne s'appliquent pas aux opérations courantes réalisées à des conditions normales.

13. Assemblée générale.

13.1 Les Assemblées Générales doivent avoir les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action à propos de la Société.

13.2 Lorsque la Société ne compte qu'un Actionnaire unique:

13.2.1 il devra exercer les pouvoirs dévolus aux Assemblées Générales.

13.2.2 ses décisions seront prises sous la forme de résolutions écrites et devront être enregistrées dans un registre des procès-verbaux tenus au Siège Social.

13.3 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues par la Loi de 1915 et aux articles 13.5, 13.6 et 18, les Résolutions des Actionnaires sont valides uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, sans préjudice du nombre d'Actions représentées.

13.5 Les Actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter ses engagements dans la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

13.6

13.6.1 Toute Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer à moins que (a) au moins la moitié des Actions y soient représentées et (b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'applicable, le texte des modifications relatives à l'objet ou la forme de la Société.

13.6.2 Si la première condition de l'article 13.6.1 n'est pas satisfaite, une seconde Assemblée Générale peut être convoquée, selon la manière prescrite par les Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour, indiquer la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion d'Actions représentées.

13.6.3 Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des votes exprimés. Les voix exprimées ne devront pas compter les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles les Actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

13.7 Une Assemblée Générale peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Actionnaires ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.8 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou courriel ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire.

13.9 Tout Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire comme indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition par la Société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'Actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3) jours avant la réunion de l'Assemblée Générale à laquelle ils se rapportent et qui remplissent les exigences mentionnées dans la convocation.

13.10 Les Actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

13.11 Le Conseil d'Administration a les pouvoirs et les obligations d'ajourner une Assemblée Générale comme prévu par la Loi de 1915.

13.12 L'Assemblée Générale Annuelle de la Société se tiendra le dernier jour ouvrable du mois de juin à 15h00 chaque année dans la ville de Luxembourg.

13.13 Le Conseil d'Administration ou le(s) Auditeur(s) peut(vent) convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires. Une Assemblée Générale des Actionnaires devra être convoquée endéans un mois sur la demande écrite d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social en indiquant l'ordre du jour.

13.14 Les convocations aux Assemblées Générales doivent contenir l'ordre du jour et prendre la forme d'annonces publiées deux fois avec un intervalle minimum de huit jours, et huit jours avant la réunion dans le Mémorial et dans un journal luxembourgeois. Les convocations envoyées par courrier devront l'être huit jours avant l'Assemblée aux Actionnaires enregistrés, mais aucune preuve n'est requise pour prouver que cette formalité a été accomplie. Lorsque toutes les Actions sont sous la forme nominative, les convocations peuvent être effectuées seulement par lettre recommandée avec accusé de réception.

13.15 Un ou plusieurs Actionnaires qui détiennent au moins dix pour cent du capital souscrit peut demander qu'un ou plusieurs éléments soient ajoutés à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Une telle demande devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social, au minimum cinq jours avant la réunion.

14. Auditeurs.

14.1 La Société est supervisée par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises agréés, dans le dernier cas, lorsque de telles nominations sont requises par la loi, ou sont permises par la loi et choisies par la Société (les commissaires aux comptes et les réviseurs d'entreprises agréés sont désignés ci-après comme étant l'"Auditeur").

14.2 L'assemblée générale désigne le(s) Auditeur(s) et détermine leur nombre, rémunération et le terme de leur mandat. La nomination ne peut cependant pas excéder six (6) ans. Si les Auditeurs sont élus sans mention du terme de leur mandat, ils sont réputés être nommés pour six (6) ans à partir de la date de leurs élections.

14.3 Les Auditeurs peuvent être réélus.

15. Exercice social.

15.1 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2016 (toutes dates comprises).

16. Distribution.

16.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Sous réserve des provisions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, la Société peut déclarer des dividendes par Résolution des Actionnaires pro rata au nombre d'actions détenues par chaque Actionnaire.

16.3 Sous réserve des provisions de la Loi Luxembourgeoise et de ces Statuts, le Conseil d'Administration peut payer des dividendes intérimaires aux Actionnaires pro rata au nombre d'actions détenues par chaque Actionnaire.

17. Dissolution et liquidation.

17.1 La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale au moyen d'une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

18. Interprétation et loi luxembourgeoise.

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

- (a) Un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) Une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, Etat ou agence d'un Etat ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

18.1.2 les mots "inclus" et "y compris/incluant" seront considérés comme étant suivi des mots "sans restriction" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis de mots indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 Les en-têtes de ces articles ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Septième résolution

L'Associé décide de confirmer les mandats de M. Davy Gomes, M. Pierre Bouchoms, Mme Marylène Alix and M. Raphaël Jacquet comme administrateurs de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société devant se tenir en 2016.

Huitième résolution

L'Associé décide de nommer Ernst&Young S.A., société anonyme, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 35E avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée après du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 47771, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société, avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société devant se tenir en 2016.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour mentionné au début de ce document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1590. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016080457/852.

(160045766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Wadi Middle East S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Jumia Middle East S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 184.708.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of March,
before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Middle East Internet Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 183.137 ("MEIH"),

being the holder of twelve thousand five hundred (12,500) shares, and becoming the holder of four thousand eight hundred ninety five (4,895) series A shares,

here represented by Mr Julien De Mayer, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy under private seal; and

2. Al Tayyar Travel Group Holding Company, a Saudi Joint Stock Company registered in Riyadh, Kingdom of Saudia Arabia, under Commercial Registration No. 1010148039, P.O. Box 52660, Riyadh 11573, Kingdom of Saudi Arabia ("ATG"),

becoming the holder of seventeen thousand three hundred ninety five (17,395) series A shares,

here represented by Mr Julien De Mayer, private employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The party under 1. (the "Existing Shareholder") is the sole shareholder of Jumia Middle East S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 184.708, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 7 February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1081 on 29 April 2014. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, on 21 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1860 on 17 July 2014.

The Existing Shareholder represents the entire share capital and has waived any notice requirement. The general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby ATG participates and votes for the purpose of agenda point 5 et seqq. only:

Agenda

1. Amendment of the name of the Company from "Jumia Middle East S.à r.l." to "Wadi Middle East S.à r.l." and subsequent amendment of article one (1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Wadi Middle East S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association."

2. Decision to create one (1) new class of shares in the share capital of the Company, so that the Company will hence have two (2) classes of shares, represented by common shares (hereinafter the “Common Shares”) and series A shares (hereinafter the “Series A Shares”) with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

3. Acceptance of Al Tayyar Travel Group Holding Company, a Saudi Joint Stock Company registered in Riyadh, Kingdom of Saudi Arabia, under Commercial Registration No. 1010148039, P.O. Box 52660, Riyadh 11573, Kingdom of Saudi Arabia, as new shareholder of the Company.

4. Increase of the Company’s share capital by an amount of twenty two thousand two hundred ninety euros (EUR 22,290) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to thirty four thousand seven hundred ninety euros (EUR 34,790) by issuing twenty two thousand two hundred ninety (22,290) Series A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at thirty-four thousand seven hundred ninety euros (EUR 34,790), represented by:

5.1.1 Twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, and

5.1.2 Twenty-two thousand two hundred ninety (22,290) series A shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (“Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company’s share capital may be increased (subject to Article 5.3) or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association..

5.3 No new shares of any given class or series shall be issued unless such shares have first been offered to each holder of existing shares in the Company, and those holders have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.”

6. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Wadi Middle East S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is to hold participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies building and operating the online general merchandise platform Wadi.com and adjacent services (including, e.g., logistics or payment services for internet retailers in the Middle East) and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the Board of Managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

4.4 In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-four thousand seven hundred ninety euros (EUR 34,790), represented by

5.1.1 Twelve thousand five hundred (12,500) common shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each, and

5.1.2 Twenty-two thousand two hundred ninety (22,290) series A shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each ("Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased (subject to Article 5.3) or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 No new shares of any given class or series shall be issued unless such shares have first been offered to each holder of existing shares in the Company, and those holders have a (non-negotiable) pre-emption right to subscribe for the offered shares in proportion to their holdings of the shares, at such price and on such terms as those shares are to be offered to others.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely Transferable among shareholders, subject to mandatory laws and the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders of the Company, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders of the Company.

7.4 Inter vivos, the shares may only be Transferred to new shareholders subject to the approval of such Transfer given in a shareholders' meeting by shareholders holding at least three quarters of the share capital (the "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders' agreement between the shareholders. "Transfer" shall include to transfer, sell, assign, pledge, hypothecate, create a security interest in or lien on, place in trust (voting or otherwise), exchange, gift or transfer by operation of law or in any other way subject to any encumbrance or dispose of, whether or not voluntary and "Transferred" and "Transferable" shall be construed accordingly. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a Transfer of shares by the shareholder Middle East Internet Holding S.à r.l. ("MEIH") and the shareholder Al Tayyar Travel Group Holding Company ("ATG", together with MEIH the "Investors" and each an "Investor"), to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.2 in case of a Transfer of Shares of any Investor to a Controlled Company (as defined below) or to a company in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has or have a direct or indirect majority shareholding;

"Controlled Company" shall mean a company which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor;

“Control” or “Controlled” or “Controlling” shall mean the direct or indirect domination of a company by way of (a) managing the company as managing shareholder or partner, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights including by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise.

7.4.3 in case of a Transfer of shares (i) to a party acquiring shares under a simplified employee participation agreed by the shareholders under any shareholders’ agreement to which they are a party or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme pursuant to such simplified employee participation;

7.5 In the cases provided for in Article 7.4.1 through 7.4.2 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 Unless a notarial record is made of shareholders’ resolutions, a written record must be made of every resolution passed at any shareholders’ meetings and minutes must be made of every shareholders’ meeting (each for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the shareholders’ resolution and the votes cast. The written record and the minutes must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders’ meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). The written record and the minutes must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

8.5 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders.

9.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

9.2 The shareholders’ meeting is called by written notice sent to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least five business days.

9.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

9.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders’ meeting by another person authorised by a written power of attorney.

9.5 Shareholders may take part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification and are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 A shareholders’ meeting only constitutes a quorum if at least 80% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders’ meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article

9.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Shareholders' resolutions requiring specific majority.

12.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority:

12.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the dissolution of the Company; and 12.1.2 resolution with respect to the merger, division and transformation of the Company.

12.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by the Super Majority:

12.2.1 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG)), unless such agreements are at arm's length conditions;

12.2.2 conclusion of Company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners;

12.2.3 acquisition of the Company's own shares;

12.2.4 exclusion of subscription rights in case of capital increases.

12.3 Resolutions regarding the following matters require the affirmative vote of the shareholders MEIH and ATG, as long as they hold 30% of the share capital each ("Principal Investors"):

12.3.1 Amendments of the Company's articles of association;

12.3.2 Issuances of new shares or other rights;

12.3.3 Amendments of the rules of procedure for the Advisory Board (as defined below).

12.4 Resolutions regarding the following matter require unanimity:

12.4.1 Any other action that would adversely impact any shareholder unilaterally compared to the other shareholders and their affiliates.

12.5 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the specific rights and obligations attached to any class (such as the Series A Shares) may be varied or abrogated only with the unanimous consent in writing of the shareholders who hold all the issued shares of that class.

12.6 Subscription rights in case of capital increases may only be excluded with the consent of each shareholder whose subscription rights are being excluded.

D. Board of managers - Advisory board

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the Board of Managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers ("Board of Managers").

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "Board of Managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The Board of Managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Election, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers who may reside anywhere in the world and class B managers who must be residents of the Grand Duchy of Luxembourg. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of

the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the Board of Managers.

16.1 The Board of Managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board of Managers.

Art. 17. Management.

17.1 The Board of Managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the Board of Managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The Board of Managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the Board of Managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event, however, the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the Board of Managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7 The Board of Managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

17.8 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

17.9 The managers require the prior consent of the Advisory Board (as defined below) for certain measures set forth in the rules of procedure for the Board of Managers.

Art. 18. Minutes of the meeting of the Board of Managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and

one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board of Managers within the limits of such delegation.

Art. 20. Advisory Board.

20.1 The Company shall have an advisory board (“Advisory Board”). It shall consist of four (4) voting members. The shareholders may by way of shareholders’ consent with the affirmative vote of the Principal Investors increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

20.2 The shareholders shall only set and/or amend rules of procedure for the Advisory Board by the affirmative vote of all shareholders.

20.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member’s respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

20.3.1 two (2) voting members of the Advisory Board, having two (2) votes, shall be nominated by MEIH in its sole discretion; and 20.3.2 two (2) voting members of the Advisory Board, having two (2) votes, shall be nominated by ATG in its sole discretion;

20.4 Each member of the Advisory Board may be represented by another member of the Advisory Board or any other representative of the respective party. In this case a written proxy must be presented at the respective Advisory Board meeting.

20.5 A voting member nominated by MEIH shall be the chairman of the Advisory Board. A voting member nominated by ATG shall be the vice-chairman of the Advisory Board. The rules of procedure of the Advisory Board, if any, may provide for further provisions in particular on the self-organization of the Advisory Board. The Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast.

20.6 The Advisory Board meeting shall be held as frequently as required for the Advisory Board to stay informed regarding the business of the Company and in any event, at least once a quarter. Meetings may be held by way of telephone meetings. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote.

20.7 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 200 of the Law.

20.8 In addition to the consent requirements provided for in the rules of procedure for the Board of Managers, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

E. Audit and supervision

Art. 21. Auditor(s).

21.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

21.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares).

21.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.4 If the shareholders of the Company (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d’entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies’ register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

21.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders (including the affirmative vote of a majority of the Series A Shares) with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 23. Annual accounts and allocation of profits.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

23.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

23.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company’s legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 The general meeting of shareholders (with the affirmative vote of a Super Majority) shall determine, in its sole discretion but with an option to ask the Board of Managers for its recommendation, how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

23.6 The shareholders of the Company shall have a right to participate in any distributions of the Company pro rata to their participation in the nominal share capital of the Company at such time.

Art. 24. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

24.1 Subject to the consent requirements provided for in the rules of procedure for the Board of Managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends and to make other distributions on the basis of interim financial statements prepared by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

24.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.1 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 26. Governing law; Severability.

26.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

26.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

26.3 In case individual provisions of these articles of association are invalid or if these articles of association contain gaps, this does not affect the validity of the remaining provisions. Such invalid provision shall be replaced and the gap shall be filled by a valid provision which corresponds to the meaning and purpose of the invalid provision and which corresponds to what would reasonably have been agreed in accordance with the sense and purpose of these articles of association if the matter had been considered from the outset."

7. Subsequently, decision to appoint any manager of the Company, regardless of his category, as well as Ms. Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to update and sign solely, the shareholders register of the Company.

8. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First Resolution

The Existing Shareholder resolves to amend the name of the Company from "Jumia Middle East S.à r.l." to "Wadi Middle East S.à r.l." and to amend article one (1) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Second Resolution

The Existing Shareholder decides to create one (1) new class of shares in the share capital of the Company, so that the Company will hence have two (2) classes of shares, represented by common shares (hereinafter the "Common Shares") and series A shares (hereinafter the "Series A Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Third Resolution

The Existing Shareholder resolves to accept ATG, aforementioned, as new shareholder of the Company.

Fourth Resolution

The Existing Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twenty two thousand two hundred ninety euros (EUR 22,290) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros

(EUR 12,500) up to thirty four thousand seven hundred ninety euros (EUR 34,790) by issuing twenty two thousand two hundred ninety (22,290) Series A Shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription

The twenty two thousand two hundred ninety (22,290) Series A Shares have been duly subscribed for an aggregate amount of twenty two thousand two hundred ninety euros (EUR 22,290) as follows:

- MEIH, here represented as aforementioned, subscribed for four thousand eight hundred ninety five (4,895) Series A Shares; and
- ATG, here represented as aforementioned, subscribed for seventeen thousand three hundred ninety five (17,395) Series A Shares.

Payment

The twenty two thousand two hundred ninety (22,290) Series A Shares subscribed as stated above have been entirely paid up through a contribution in cash so that an amount of twenty-two thousand two hundred ninety euros (EUR 22,290) has been paid and is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twenty two thousand two hundred ninety euros (EUR 22,290) is entirely allocated to the share capital of the Company.

Fifth Resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Sixth Resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the general meeting of shareholders further resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

Seventh Resolution

The general meeting of shareholders hereby grants power to any manager of the Company, regardless of his category, as well as to Mrs. Magdalena Staniczek, each acting individually and with full power of substitution, to update and sign solely, the shareholders' register of the Company.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,100.-

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechzehn, am ersten März,

vor uns, Maître Cosita Delvaux, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Middle East Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 183.137 („MEIH“),

Inhaberin von zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen, und zukünftige Inhaberin von viertausendachthundertfünfundneunzig (4.895) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Herrn Julien De Mayer, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht; und

2. Al Tayyar Travel Group Holding Company, eine Gesellschaft (Joint Stock Company) nach dem Recht Saudi-Arabiens, eingetragen in Riyadh, Königreich Saudi-Arabien, unter der Handelsregisternummer 1010148039, P.O. Box 52660, Riyadh 11573, Königreich Saudi-Arabien („ATG“),

zukünftige Inhaberin von siebzehntausenddreihundertfünfundneunzig (17.395) Anteilen der Serie A,

hier vertreten durch Herrn Julien De Mayer, private employee, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht.

Besagte Vollmachten, welche von dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und der Notarin ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Partei unter 1. (der „Bestehende Gesellschafter“) ist der alleinige Gesellschafter der Jumia Middle East S.à r.l. (im Folgenden die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 184.708, gegründet am 7. Februar 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welche am 29. April 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1081 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 21. März 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Henri Hellinckx, vorbenannt, geändert, welche am 17. Juli 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nr. 1860 veröffentlicht wurde.

Der Bestehende Gesellschafter vertritt das gesamte Gesellschaftskapital und hat auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet. Die Gesellschafterversammlung ist somit ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei ATG ausschließlich für die Punkte 5 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt ist:

Tagesordnung

1. Änderung des Namens der Gesellschaft von „Jumia Middle East S.à r.l.“ in „Wadi Middle East S.à r.l.“ und dementprechende Änderung des Artikels eins (1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Wadi Middle East S.à r.l. (im Folgenden die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.“

2. Beschluss bezüglich der Schaffung einer (1) neuen Anteilsklasse im Gesellschaftskapital der Gesellschaft, sodass die Gesellschaft nunmehr zwei (2) Anteilsklassen hat, bestehend aus Stammanteilen (im Folgenden die „Stammanteile“) und Anteilen der Serie A (im Folgenden die „Anteile der Serie A“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

3. Aufnahme der Al Tayyar Travel Group Holding Company, einer Gesellschaft (Joint Stock Company) nach dem Recht Saudi-Arabiens, eingetragen in Riyadh, Königreich Saudi-Arabien, unter der Handelsregisternummer 1010148039, P.O. Box 52660, Riyadh 11573, Königreich Saudi-Arabien, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft.

4. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig Euro (EUR 22.290) auf einen Betrag von vierunddreißigtausendsiebenhundertneunzig Euro (EUR 34.790) durch die Ausgabe von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5. Dementsprechende Änderung des Artikels fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierunddreißigtausendsiebenhundertneunzig Euro (EUR 34.790), aufgeteilt in:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00), und

5.1.2 zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) („Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann (vorbehaltlich des Artikels 5.3) durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Neue Anteile einer bestimmten Kategorie oder Serie sind nicht auszugeben, solange sie nicht zuvor jedem Inhaber bestehender Anteile der Gesellschaft angeboten wurden, und diese Inhaber haben, entsprechend ihrer Beteiligung, ein (nicht übertragbares) Bezugsrecht zur Zeichnung der angebotenen Anteile zu demselben Preis und denselben Bedingungen, wie diese Anteile anderweitig angeboten werden.“

6. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Wadi Middle East S.à r.l. (im Folgenden die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften durch den Aufbau und den Betrieb der Online-Plattform für allgemeinen Warenhandel Wadi.com und damit verbundene Dienstleistungen (einschließlich, z.B. Logistik- oder Zahlungsdienstleistungen für Internetanbieter im Nahen

Osten) sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche das geistige Eigentum oder im Zusammenhang mit Grundeigentum vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafter, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierunddreißigtausendsiebenhundertneunzig Euro (EUR 34.790), aufgeteilt in

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00), und

5.1.2 zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) („Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann (vorbehaltlich des Artikels 5.3) durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Neue Anteile einer bestimmten Kategorie oder Serie sind nicht auszugeben, solange sie nicht zuvor jedem Inhaber bestehender Anteile der Gesellschaft angeboten wurden, und diese Inhaber haben, entsprechend ihrer Beteiligung, ein (nicht übertragbares) Bezugsrecht zur Zeichnung der angebotenen Anteile zu demselben Preis und denselben Bedingungen, wie diese Anteile anderweitig angeboten werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Vorschriften und den Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten oder -pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, frei Übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur dann Übertragen werden, wenn dieser Übertragung in einer Gesellschafterversammlung von Gesellschaften, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten (eine „Qualifizierte Mehrheit“), zugestimmt wird, und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten oder -pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern. „Übertragung“ umfasst Übertragungen, Verkäufe, Abtretungen, Verpfändungen, Beleihungen, Schaffung von Sicherungsrechten oder Pfandrechten, treuhänderische Aufbewahrung (place in trust) (durch Abstimmung oder anderweitig), Umtausche, Schenkungen oder Übertragungen kraft Gesetzes oder anderweitig vorbehaltlich von Belastungen oder Veräußerungen freiwilliger oder unfreiwilliger Natur, und die Begriffe „Übertragen“ und „Übertragbar“ sind dementsprechend auszulegen. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Zustimmung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung von Anteilen durch den Gesellschafter Middle East Internet Holding S.à r.l. („MEIH“) und den Gesellschafter Al Tayyar Travel Group Holding Company („ATG“, gemeinschaftlich mit MEIH die „Investoren“ und jeweils einzeln ein „Investor“) an eine mit einem solchen Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.2 bei einer Übertragung von Anteilen eines Investors an eine Kontrollierte Gesellschaft (wie unten definiert) oder an eine Gesellschaft, an der der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung halten;

„Kontrollierte Gesellschaft“ bezeichnet eine Gesellschaft, die direkt oder indirekt kontrolliert, kontrolliert wird oder unter der gemeinsamen Kontrolle von (i) diesem Investor oder (ii) einem oder mehreren direkten oder indirekten Gesellschaftern des betreffenden Investors steht;

„Kontrolle“ oder „kontrolliert wird“ oder „kontrolliert“ bezeichnet die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft durch (a) die Leitung der Gesellschaft als geschäftsführender Gesellschafter oder Partner, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen.

7.4.3 bei einer Übertragung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einer vereinfachten von den Gesellschaftern in einer Gesellschaftervereinbarung, bei der sie Partei sind, vereinbarten vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung gemäß dieser vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung;

7.5 In den in Artikeln 7.4.1 bis 7.4.2 vorgesehenen Fällen gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte oder -pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur dann an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zustimmt (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich ge-

fasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen sowie ein Protokoll von jeder Gesellschafterversammlung aufzunehmen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, die Gesellschafterbeschlüsse und die abgegebenen Stimmen zu enthalten haben, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift und das Protokoll sind von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Die Niederschrift und das Protokoll müssen jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

8.5 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter.

9.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

9.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels schriftlicher Mitteilung an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei eine Ankündigungsfrist von mindestens fünf Werktagen einzuhalten ist.

9.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

9.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei einer Gesellschafterversammlung von einer anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Person begleitet oder vertreten zu werden.

9.5 Die Gesellschafter können an einer Versammlung per Videokonferenz oder durch andere Kommunikationsmittel, die ihre Identifikation ermöglichen, teilnehmen und werden für die Ermittlung des Quorums und für die Abstimmung als anwesend erachtet. Die verwendeten Kommunikationsmittel müssen es allen an der Versammlung teilnehmenden Personen ermöglichen, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilnehmen zu können.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 80% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 9.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Gesellschafterbeschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

12.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern (i) eine zahlenmäßige Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die auch eine Qualifizierte Mehrheit bilden:

12.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Auflösung der Gesellschaft; und

12.1.2 Beschluss hinsichtlich der Verschmelzung, Spaltung und Umwandlung der Gesellschaft.

12.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit:

12.2.1 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG)), es sei denn, diese Verträge unterliegen marktüblichen Bedingungen (at arm's length conditions);

12.2.2 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (zur Klarstellung, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;

12.2.3 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft;

12.2.4 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen.

12.3 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern die Ja-Stimme der Gesellschafter MEIH und ATG, solange diese jeweils 30% des Gesellschaftskapitals halten („Hauptinvestoren“):

12.3.1 Änderungen der Satzung der Gesellschaft;

12.3.2 Ausgabe neuer Aktien oder anderer Rechte;

12.3.3 Änderungen der Geschäftsordnung für den Beirat (wie unten definiert).

12.4 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern Einstimmigkeit:

12.4.1 Jede andere Handlung, die sich auf einen Gesellschafter im Vergleich zu den anderen Gesellschaftern und deren Tochtergesellschaften einseitig nachteilig auswirken könnte.

12.5 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilsklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse (wie z.B. die Anteile der Serie A) nur mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

12.6 Bezugsrechte im Falle von Kapitalerhöhungen können nur dann ausgeschlossen werden, wenn alle Gesellschafter, deren Bezugsrechte ausgeschlossen werden sollen, dem zustimmen.

D. Rat der Geschäftsführer - Beirat

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer („Rat der Geschäftsführer“).

13.2 Falls die Gesellschaft von einem alleinigen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund gewählt oder abberufen werden.

14.3 Die Hauptversammlung der Gesellschafter kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A, die überall auf der Welt ansässig sein können, und Geschäftsführer der Kategorie B, die im Großherzogtum Luxemburg ansässig sein müssen. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Geschäftsführung.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Rates der Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der

Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Rates der Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Rates der Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welche es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme in einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung die Sitzung und wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

17.8 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

17.9 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beirats (wie unten definiert) für bestimmte in der Geschäftsordnung für den Rat der Geschäftsführer festgelegte Maßnahmen.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer; Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), sind solche Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) zu unterzeichnen. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), sind solche Kopien oder Auszüge von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) zu unterzeichnen.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern wirksam verpflichtet; sofern die Hauptversammlung der Gesellschafter unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

Art. 20. Beirat.

20.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat („Beirat“). Dieser besteht aus vier (4) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafter können durch Zustimmung der Gesellschafter mit der Ja-Stimme der Hauptinvestoren die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

20.2 Die Gesellschafter können die Geschäftsordnung für den Beirat nur mit der Ja-Stimme aller Gesellschafter festlegen und/oder verändern.

20.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

20.3.1 zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats mit zwei (2) Stimmen werden von MEIH nach eigenem Ermessen ernannt; und

20.3.2 zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats mit zwei (2) Stimmen werden von ATG nach eigenem Ermessen ernannt.

20.4 Jedes Mitglied des Beirats kann von einem anderen Mitglied des Beirats oder einem Vertreter der jeweiligen Partei vertreten werden. In diesem Fall muss bei der jeweiligen Sitzung des Beirats eine schriftliche Vollmacht vorgelegt werden.

20.5 Ein von MEIH ernanntes stimmberechtigtes Mitglied ist der Vorsitzende des Beirats. Ein von ATG ernanntes stimmberechtigtes Mitglied ist der stellvertretende Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats kann, sofern vorhanden, weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, enthalten. Der Beirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

20.6 Sitzungen des Beirats werden so oft abgehalten, wie dies notwendig ist, damit der Beirat über die Geschäfte der Gesellschaft informiert bleibt, und in jedem Fall einmal pro Quartal. Die Sitzungen werden per Telefon abgehalten. Jede Person, die auf diese Weise an einer Sitzung teilnimmt, wird als persönlich anwesend angesehen, zur Bestimmung des Quorums einbezogen und ist stimmberechtigt.

20.7 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 200 des Gesetzes von 1915.

20.8 Neben den Zustimmungserfordernissen gemäß der Geschäftsordnung für den Rat der Geschäftsführer hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 21. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

21.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung (mit der Ja-Stimme einer Mehrheit der Anteile der Serie A) ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

21.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung (mit der Ja-Stimme einer Mehrheit der Anteile der Serie A) abberufen werden.

21.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

21.4 Wenn die Gesellschafter (mit der Ja-Stimme einer Mehrheit der Anteile der Serie A) im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

21.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf durch die Gesellschafterversammlung (mit der Ja-Stimme einer Mehrheit der Anteile der Serie A) nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Jahresabschluss und Gewinne.

23.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

23.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

23.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

23.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

23.5 Die Gesellschafterversammlung (mit der Ja-Stimme einer Mehrheit der Anteile der Serie A) bestimmt nach eigenem Ermessen, aber mit der Möglichkeit, die Empfehlung des Rates der Geschäftsführer einzuholen, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung verwendet werden soll.

23.6 Die Gesellschafter sind dazu berechtigt, an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis zu ihrer Beteiligung am nominalen Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu diesem gegebenen Zeitpunkt beteiligt zu werden.

Art. 24. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

24.1 Vorbehaltlich der Zustimmungserfordernisse der Geschäftsordnung des Rates der Geschäftsführer kann der Rat der Geschäftsführer Abschlagsdividenden zahlen und andere Ausschüttungen auf Grundlage von Zwischenabschlüssen vornehmen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag ist ggf. zu verteilen und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden sollen, die nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

24.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.1 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 26. Anwendbares Recht; Salvatorische Klausel.

26.1 Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Regelungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

26.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

26.3 Sollten sich einzelne Bestimmungen dieser Satzung als ungültig herausstellen oder diese Satzung Regelungslücken enthalten, so hat dies keine Auswirkung auf die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen. Eine unwirksame Bestimmung ist zu ersetzen und die Regelungslücke mit einer wirksamen Bestimmung zu füllen, welche dem Sinn und Zweck der ungültigen Bestimmung entspricht, sowie dem, was normalerweise im Einklang mit dem Sinn und Zweck dieser Satzung vereinbart worden wäre, wenn die Angelegenheit von vornherein bedacht worden wäre.“

7. Anschließender Beschluss, jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek zu bevollmächtigen, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

8. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Prüfung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse und ersucht die unterzeichnende Notarin, diese zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Bestehende Gesellschafter beschließt, den Namen der Gesellschaft von „Jumia Middle East S.à r.l.“ in „Wadi Middle East S.à r.l.“ und dementsprechend Artikel eins (1) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Zweiter Beschluss

Der Bestehende Gesellschafter beschließt, eine (1) neue Anteilsklasse im Gesellschaftskapital der Gesellschaft zu schaffen, sodass die Gesellschaft nunmehr zwei (2) Anteilsklassen hat, bestehend aus Stammanteilen (im Folgenden die „Stammanteile“) und Anteilen der Serie A (im Folgenden die „Anteile der Serie A“) mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

Dritter Beschluss

Der Bestehende Gesellschafter beschließt, ATG, vorbenannt, als neue Gesellschafterin der Gesellschaft zu akzeptieren.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig Euro (EUR 22.290) auf einen Betrag von vierunddreißigtausendsiebenhundertneunzig Euro (EUR 34.790) durch die Ausgabe von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

Zeichnung

Die zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteile der Serie A wurden ordnungsgemäß zu einem Gesamtbetrag von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig Euro (EUR 22.290) wie folgt gezeichnet:

- MEIH, hier wie oben dargelegt vertreten, hat viertausendachthundertfünfundneunzig (4.895) Anteile der Serie A gezeichnet; und
- ATG, hier wie oben dargelegt vertreten, hat siebzehntausenddreihundertfünfundneunzig (17.395) Anteile der Serie A gezeichnet.

Zahlung

Die wie oben dargelegt gezeichneten zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig (22.290) Anteile der Serie A wurden vollständig durch eine Bareinlage eingezahlt, sodass ein Betrag in Höhe von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig Euro (EUR 22.290) gezahlt wurde und ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, was der unterzeichnenden Notarin nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zweiundzwanzigtausendzweihundertneunzig Euro (EUR 22.290) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Sechster Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses beschließt die Gesellschafterversammlung weiter die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Siebter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung bevollmächtigt hiermit jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie Frau Magdalena Staniczek, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung zu aktualisieren und alleine zu unterzeichnen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare oder Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.100,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welcher der Notarin mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und von der Notarin gemeinsam mit diesem Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 04 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7442. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 15. März 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016079486/975.

(160045490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

AI Global Investments GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 186.176.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth of February.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of “AI Global Investments GP S.à r.l.”, (hereinafter the “Company”) a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.176, incorporated pursuant to a notarial deed dated 28 March 2014, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 20 June 2014, number 1598, page 76669. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 17 February 2016, not yet published in the Memorial C.

The meeting is presided by Mrs. Linda HARROCH, lawyer, residing in Howald, Luxembourg, in the chair, who appoints as secretary by Mrs. Valérie-Anne BASTIAN, employee, residing in Howald, Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To acknowledge and approve the repurchase by the Company of five thousand (5,000) GP Tracking Shares T2 (the “Repurchased Shares”), each such shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01), held by “Advent Regulus (Luxembourg) Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.842.

2. To subsequently reduce the share capital of the Company by an amount of fifty Euro (EUR 50.00) so as to bring it from its present amount of forty-two thousand five hundred thirty Euro (EUR 42,530.00) down to forty-two thousand four hundred eighty Euro (EUR 42,480.00) by cancellation of the Repurchased Shares.

3. To restate article 5.1 of the Company’s articles of incorporation.

4. Miscellaneous.

II. That the shareholders represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the entire share capital being represented at the present meeting and all the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The shareholders’ meeting decides to acknowledge and approve the repurchase by the Company of five thousand (5,000) GP Tracking Shares T2 (the “Repurchased Shares”), each such shares having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01), held by “Advent Regulus (Luxembourg) Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.842, here represented by Mrs. Linda HARROCH, prenamed, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on the 23rd February 2016.

Second resolution

The shareholders’ meeting decides to subsequently reduce the share capital of the Company by an amount of fifty Euro (EUR 50.00) so as to bring it from its present amount of forty-two thousand five hundred thirty Euro (EUR 42,530.00) down to forty-two thousand four hundred eighty Euro (EUR 42,480.00) by cancellation of the Repurchased Shares.

Third resolution

The shareholders’ meeting decides to amend article 5.1 of the Company's articles of incorporation, as a result of the above capital decrease, which shall now be read as follows:

“ 5. Share capital.

5.1 The Company’s share capital is set at forty-two thousand four hundred eighty Euro (EUR 42,480.00) represented by four million two hundred forty-eight thousand (4,248,000) GP tracking shares (the “GP Tracking Shares”), each having a par value of one cent (EUR 0.01) and subdivided into:

1. one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares B (the “GP Tracking Shares B”) represented by one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares B1;

2. one hundred and forty-five thousand (145,000) GP tracking shares D (the “GP Tracking Shares D”), subdivided into one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares D1 and twenty-five thousand (25,000) GP tracking shares D2;

29. one hundred and twenty-five thousand (125,000) GP tracking shares 10 (the “GP Tracking Shares 10”), subdivided into one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares 10A and five thousand (5,000) GP tracking shares 10B;

30. one hundred and thirty thousand (130,000) GP tracking shares 11 (the “GP Tracking Shares 11”), subdivided into one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares 11A and ten thousand (10,000) GP tracking shares 11B;

31. one hundred and thirty thousand (130,000) GP tracking shares 12 (the “GP Tracking Shares 12”), subdivided into one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares 12A and ten thousand (10,000) GP tracking shares 12B;

32. one hundred and thirty thousand (130,000) GP tracking shares 13 (the “GP Tracking Shares 13”), subdivided into one hundred twenty thousand (120,000) GP tracking shares 13A and ten thousand (10,000) GP tracking shares 13B;

33. one hundred thirty thousand (130,000) GP Tracking Shares 14A, subdivided into (a) one hundred twenty thousand (120,000) GP Tracking Shares 14A1, (b) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14A2, (c) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14A3, (d) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14A4, (e) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14A5 and (f) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14A6 (the “GP Tracking Shares 14A”); and

34. one hundred thirty thousand (130,000) GP Tracking Shares 14B, subdivided into (a) one hundred twenty thousand (120,000) GP Tracking Shares 14B1, (b) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14B2, (c) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14B3, (d) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14B4, (e) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14B5 and (f) two thousand (2,000) GP Tracking Shares 14B6 (the “GP Tracking Shares 14B”).”

Costs and Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the presently deed are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le vingt-six février.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «AI Global Investments GP S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.176, constituée suivant un acte notarié en date du 28 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 20 juin 2014, numéro 1598, page 76669. Lesdits statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 17 février 2016, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est sous la présidence de Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Valérie-Anne BASTIAN, employée, demeurant à Howald, Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. De prendre connaissance et d'approuver le rachat par la Société de cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales T2 (les «Parts Sociales Rachetées»), chacune de ces parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), détenues par «Advent Regulus (Luxembourg) Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.842.

2. De subséquemment réduire le capital social de la Société d'un montant de cinquante euros (EUR 50,00) de façon à le porter de son montant actuel de quarante-deux mille cinq cent trente euros (EUR 42.530,00) à quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt euros (EUR 42.480,00) par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

3. Modifier l'article 5.1 des statuts de la Société.

4. Divers.

II. Que les associés représentés, la mandataire des associés représentés, ainsi que le nombre des parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par la mandataire des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec

lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant représenté à la présente assemblée et tous les associés représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, aucune notice de convocation n'a été nécessaire.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des associés, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des associés décide de prendre connaissance et d'approuver le rachat par la Société de cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales T2 (les «Parts Sociales Rachetées»), chacune de ces parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), détenues par «Advent Regulus (Luxembourg) Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.842, représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 23 février 2016.

Seconde résolution

L'assemblée des associés décide de subséquemment réduire le capital social de la Société d'un montant de cinquante euros (EUR 50,00) de façon à le porter de son montant actuel de quarante-deux mille cinq cent trente euros (EUR 42.530,00) à quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt euros (EUR 42.480,00) par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

Troisième résolution

L'assemblée des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société suite à la réduction de capital ci-dessus, qui sera désormais rédigé comme suit:

« 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt euros (EUR 42.480,00), représenté par quatre millions deux cent quarante-huit mille (EUR 4.248.000) GP Tracking Parts Sociales (les «GP Tracking Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominal d'un centime d'euro (EUR 0,01) et subdivisées en:

1. Cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales B (les «GP Tracking Parts Sociales B»), représentées par cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales B1;
2. Cent-quarante-cinq mille (145.000) GP Tracking Parts Sociales D (les «GP Tracking Parts Sociales D»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales D1 et vingt-cinq mille (25.000) GP Tracking Parts Sociales D2;
3. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales E (les «GP Tracking Parts Sociales E»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales E1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales E2;
4. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales G (les «GP Tracking Parts Sociales G»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales G1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales G2;
5. Cent-quarante-cinq mille (145.000) GP Tracking Parts Sociales H (les «GP Tracking Parts Sociales H»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales H1, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales H2, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales H3, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales H4, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales H5 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales H6;
6. Cent-quarante-cinq mille (145.000) GP Tracking Parts Sociales J (les «GP Tracking Parts Sociales J»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales J1, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales J2, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales J3, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales J4, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales J5 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales J6;
7. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales K (les «GP Tracking Parts Sociales K»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales K1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales K2;
8. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales L (les «GP Tracking Parts Sociales L»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales L1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales L2;
9. Cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales N (les «GP Tracking Parts Sociales N»), représentées par cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales N1;
10. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales Q (les «GP Tracking Parts Sociales Q»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales Q1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Q2;
11. Cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales R1 (les «GP Tracking Parts Sociales R»);
12. Dix-huit mille (18.000) GP Tracking Parts Sociales S1 (les «GP Tracking Parts Sociales S»);
13. Cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales T (les «GP Tracking Parts Sociales T»), représentées par cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales T1;

14. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales U (les «GP Tracking Parts Sociales U»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales U1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales U2;
15. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales V (les «GP Tracking Parts Sociales V»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales V1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales V2;
16. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales W (les «GP Tracking Parts Sociales W»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales W1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales W2;
17. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales X (les «GP Tracking Parts Sociales X»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales X1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales X2;
18. Cent-quarante-cinq mille (145.000) GP Tracking Parts Sociales Y (les «GP Tracking Parts Sociales Y»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales Y1, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Y2, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Y3, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Y4, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Y5 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales Y6;
19. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 1 (les «GP Tracking Parts Sociales 1»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 1A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 1B;
20. Cent-quarante-cinq mille (145.000) GP Tracking Parts Sociales 2 (les «GP Tracking Parts Sociales 2»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 2A, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 2B, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 2C, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 2D, cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 2E et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 2F;
21. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 4A, divisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 4A1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 4A2 (les «GP Tracking Parts Sociales 4A»),
22. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 4B, divisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 4B1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 4B2 (les «GP Tracking Parts Sociales 4B»),
23. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 5 (les «GP Tracking Parts Sociales 5»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 5A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 5B;
24. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 6A, divisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 6A1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 6A2 (les «GP Tracking Parts Sociales 6A»),
25. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 6B, divisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 6B1 et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 6B2 (les «GP Tracking Parts Sociales 6B»),
26. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 7 (les «GP Tracking Parts Sociales 7»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 7A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 7B;
27. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 8 (les «GP Tracking Parts Sociales 8»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 8A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 8B;
28. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 9 (les «GP Tracking Parts Sociales 9»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 9A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 9B;
29. Cent-vingt-cinq mille (125.000) GP Tracking Parts Sociales 10 (les «GP Tracking Parts Sociales 10»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 10A et cinq mille (5.000) GP Tracking Parts Sociales 10B;
30. Cent-trente mille (130.000) GP Tracking Parts Sociales 11 (les «GP Tracking Parts Sociales 11»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 11A et dix mille (10.000) GP Tracking Parts Sociales 11B;
31. Cent-trente mille (130.000) GP Tracking Parts Sociales 12 (les «GP Tracking Parts Sociales 12»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 12A et dix mille (10.000) GP Tracking Parts Sociales 12B;
32. Cent-trente mille (130.000) GP Tracking Parts Sociales 13 (les «GP Tracking Parts Sociales 13»), subdivisées en cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 13A et dix mille (10.000) GP Tracking Parts Sociales 13B;
33. Cent-trente mille (130.000) GP Tracking Parts Sociales 14A, subdivisées en (a) cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 14A1, (b) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14A2, (c) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14A3, (d) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14A4, (e) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14A5 et (f) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14A6 (les «GP Tracking Parts Sociales 14A»); et 34. Cent-trente mille (130.000) GP Tracking Parts Sociales 14B, subdivisées en (a) cent-vingt mille (120.000) GP Tracking Parts Sociales 14B1, (b) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14B2, (c) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14B3, (d) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14B4, (e) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14B5 et (f) deux mille (2.000) GP Tracking Parts Sociales 14B6 (les «GP Tracking Parts Sociales 14B»).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, supportés par la Société à raison du présent acte, sont approximativement estimés à mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, V.A. BASTIAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 1^{er} mars 2016. Relation: EAC/2016/5315. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016080640/295.

(160046961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

Garage André Losch, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1818 Howald, 5, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 96.942.

—
EXTRAIT

Suite au décès de l'associé unique de la Société, Monsieur André Losch le 24 mars 2016, toutes les parts sociales émises de la Société ont été léguées à la fondation André Losch, Fondation, avec siège social à L-1818 Howald, 5, rue des Joncs, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro G205 et agréée par arrêté grand-ducal du 13 novembre 2009 sous la forme d'une fondation de droit luxembourgeois, en tant que légataire universel en pleine propriété de la succession de M. André Losch et légataire à titre particulier des parts de la Société.

André Losch, Fondation est dès lors l'associé unique de la Société avec effet au 24 mars 2016.

Suite au décès du gérant unique de la Société, Monsieur André Losch, Monsieur Damon Damiani, managing director, demeurant à L-1818 Howald, 5, rue des Joncs, né le 2 janvier 1960, à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg a été nommé en tant que gérant unique de la Société avec effet au 24 mars 2016 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2016.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2016089451/22.

(160058347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

Traction Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albet Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 199.309.

—
EXTRAIT

1) Il résulte d'une décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 29 Mars 2016 que:

- Monsieur Szymon Dec, née le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, demeurant professionnellement au 51, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été nommée aux fonctions de gérant de la Société, à compter du 29 mars 2016 pour une durée indéterminée.

2) Le conseil de Gérance de la Société est dorénavant composé par:

- Petr Klimo, gérant

- Peter Dickinson, gérant

- Szymon Dec, gérant

- Michael Thomas, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016091674/22.

(160060059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2016.
